



chet à celui de la ville de Gênes ; Murat eut l'armée de la marche d'Ancône. La Toscane était gardée par les troupes autrichiennes ; Naples était réduite au silence, et Bonaparte venait de conquérir l'alliance de la cour de Rome en favorisant l'élection du cardinal Chiaramonte, évêque d'Imola, qui montait sur le trône de saint Pierre, en prenant le nom de Pie VII.

Parti de Milan le 24 juin, Bonaparte traversa rapidement le mont Cenis, s'arrêta à Lyon pour poser la première pierre des édifices de la place Bellecour, parcourut la France sous des arcs de triomphe, et rentra à Paris le 3 juillet au point du jour : il en était parti le 9 mai.

Ainsi, moins de deux mois avaient suffi pour changer entièrement la face des affaires extérieures. A son départ, l'invasion était menaçante ; à son retour, le triomphe de la République était assuré ; naguère on craignait de perdre les provinces orientales de la France ; maintenant on était en possession, de toute l'Italie.

Ce que n'aurait pu rêver l'imagination, son génie l'avait accompli. Il semblait que les destinées de la France reposassent entièrement

sur la tête d'un seul homme, tant les fortunes de la nation étaient diverses, suivant l'absence ou la présence du héros.

CHAPITRE XVI.

L'attentat.

Dès que fut répandue la nouvelle de son retour, les travaux s'interrompirent, les affaires furent suspendues ; tout Paris prit un air de fête ; toute la population se mit en mouvement, chacun accourant aux Tuileries pour contempler, pour entrevoir celui en qui se confiaient toutes les espérances, de qui dépendaient toutes les gloires de la France.

Dans la cour, dans le jardin, sur les quais, se pressait la multitude avide, poussant des acclamations de joie et des cris d'admiration.

Dès chants patriotiques retentissaient ; des danses animées s'improvisaient sous les fenêtres du palais : c'était l'ivresse naturelle d'un peuple reconnaissant, une manifestation sincère qui n'était ni apprêtée ni commandée.

Le soir, riches et pauvres illuminèrent à l'envi. Jamais l'allégresse publique ne fut plus spontanée, jamais les hommages ne furent plus unanimes et mieux mérités.

A Sainte-Hélène, vingt ans après cette franche manifestation de la joie populaire, en racontant à ses compagnons d'exil combien il avait été fêté, Napoléon laissa échapper ces paroles qui peignaient le doux souvenir qu'il en gardait encore :

— Hélas ! ce fut un bien beau jour pour moi !

Bonaparte désormais pouvait tout demander à la France ; car la France attendait tout de lui. Toutes les classes de la société, rassurées sur l'avenir, vouaient une espèce de culte à celui qui ramenait avec lui la sécurité et la gloire, et promettait bientôt la paix.

Cependant, la puissance inouïe que donnait au premier consul son éclatante victoire, les hommages empressés de la population, l'abdication volontaire des partis, et l'accord de toutes les classes de la société pour abandonner aux mains d'un seul les destinées de la France, avaient réveillé chez les hommes des opinions extrêmes de coupables ressentiments.

Le Directoire s'était trouvé placé entre les conspirations des royalistes et les hostilités des Jacobins, et la faiblesse l'avait contraint de combattre les uns par les autres.

A l'avènement du premier consul, chacun de ces partis s'était considérablement affaibli, et tous deux avaient renoncé à combattre. Mais en s'effaçant de la scène politique, ils avaient laissé derrière eux quelques conspirateurs opiniâtres ainsi qu'on en retrouve toujours à la suite des commotions civiles, et l'audace de ceux-ci s'accroissait en proportion de leur impuissance.

Ils croyaient qu'un seul homme était un obstacle à leurs projets, et ne voyant plus qu'une tête à frapper, ils s'imaginaient que le succès était facile parce que les complots étaient simplifiés.

Déjà les Brutus de la faction anarchiste parlaient d'assassiner le premier consul soit aux théâtres, aux revues, aux fêtes, ou même dans son propre palais.

Déjà ils s'attachaient à ses pas, et plus d'une occasion s'était présentée, mais ils ne surent ou n'osèrent pas en profiter. Il y avait chez eux plus de forfanterie que de véritable résolution.

Son départ pour l'armée de réserve leur rendit quelque audace ; ils parlaient de l'immoler à Dijon, d'abolir le gouvernement consulaire, et d'offrir la présidence de la République à Lafayette ou à Carnot. On assure même que des fonctionnaires publics n'étaient pas étrangers au complot ; ce qui est certain, c'est que Fouché y était initié comme ministre de la police, et ce taisait, peut-être pour se ménager des ressources.

Telles étaient les machinations des meneurs, lorsque, le 1^{er} mes-

sidor, la nouvelle se répandit à Paris que, le 25 prairial, l'armée française avait été défaite à Marengo.

Un courrier avait été expédié du champ de bataille, au milieu de la journée. Aussitôt les conspirateurs s'agitèrent ouvertement et coururent chez Fouché, comptant sur sa coopération. Mais ce rusé politique, craignant quelque mécompte, les remit au lendemain, et l'annonce de la victoire vint déjouer leurs projets.

Il paraît que Talleyrand aussi avait reçu quelques ouvertures, et ne s'était montré ni plus difficile, ni moins prudent que son collègue.

Bonaparte à son retour apprit toutes ces menées. Fouché d'ailleurs s'était empressé de prévenir les dénonciateurs, en faisant les premières révélations.

Le premier consul fut quelque peu ému de voir que toute sa puissance tenait à une bataille gagnée ou perdue ; mais il ne témoigna rien de son mécontentement, soit qu'il ne voulût pas troubler la joie publique, soit qu'il ne voulût pas laisser connaître des projets qui pouvaient être de fâcheux exemples. Il pardonna donc à tout le monde, excepté à Carnot, qui était parmi les moins coupables.

L'impunité encouragea les anarchistes, et de nouveaux complots se formèrent, exagérés d'ailleurs à dessein par Fouché, qui voulait se rendre nécessaire et faire étalage de zèle.

A une revue, des assassins devaient s'introduire parmi les grenadiers de la 45^e demi-brigade : ils n'y purent réussir.

Un nommé Metge se déguisa en gendarme dans l'intention d'assassiner le premier consul à une représentation de Mahomet ; au jour désigné, Bonaparte n'alla pas au spectacle.

Juvenot, ancien aide-de-camp de Henriot, s'introduisit à la Malmaison, prit connaissance des lieux, et proposa d'incendier une chaumière, pour frapper le premier consul pendant que ses gens iraient au dehors porter des secours : une autre fois il voulait faire embarrasser la route par les conjurés déguisés en rouliers, pour faire feu sur la voiture du premier consul.

Enfin, une compagnie de tyrannicides, au nombre de douze, était disoit-on, organisée. Il est constant que dans tout cela il y avait beaucoup de vains propos ; mais il n'en est pas moins vrai que les jours du premier consul étaient sans cesse menacés par des hommes désespérés.



Pendant qu'autour de lui on aiguissait les poignards, Bonaparte s'occupait activement des affaires extérieures.

La victoire de Marengo lui avait donné l'espoir de conclure promptement la paix avec l'Autriche, et l'arrivée à Vienne du général Saint-Julien, porteur de la convention d'Alexandrie, confirmait cet espoir.

Mais le cabinet aulique semblait plus opiniâtre que la fortune. Deux jours après la venue de Saint-Julien, un nouveau traité de subsides était signé avec l'Angleterre.

Cependant le ministre Thugut, pour gagner du temps et se mettre en mesure de recommencer la guerre, envoyait Saint-Julien à Paris. Il était muni de pleins-pouvoirs, ou du moins on le croyait à Paris et Talleyrand négligea de s'en assurer assez positivement.

Avec Bonaparte, il n'était pas facile de traîner des négociations en longueur. Il fit communiquer ses propositions à l'envoyé de l'Autriche ; elles étaient basées sur le traité de Campo-Formio. C'était se montrer peu exigeant au moment où l'on venait de conquérir toute l'Italie. Saint-Julien signa les préliminaires le 28 juillet, et Duroc partit avec lui pour Vienne, afin de les faire ratifier. Mais l'Angleterre allait faire agir sa funeste influence.

A la première nouvelle de la défaite de Marengo, Pitt avait été saisi d'un profond découragement. Tout espoir de vaincre la France lui semblait ajourné pour longtemps. Un jour que, devant une carte d'Europe, on discutait sur les affaires présentes :

— Repliez cette carte, dit-il ; il ne sera pas nécessaire de s'en servir d'ici à vingt ans.

Cette douloureuse exclamation d'un ennemi implacable était le plus bel hommage que pût recevoir le premier consul.

Cependant, les premiers moments de désespoir passés, Pitt résolut de reprendre la guerre à outrance, et de pousser en avant l'Autriche dût-il la conduire à l'abîme.

En conséquence, au moment où le départ simultané de Duroc et du général Saint-Julien faisait croire à une paix prochaine, lord Minto, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, annonça l'intention qu'avait sa cour de prendre part à la négociation.

Cette intervention tardive n'annonçait rien de bon ; et les mesures prises aussitôt par le cabinet de Vienne montrèrent ce qu'on en devait attendre.

Les généraux Kray et Mélas furent disgraciés, l'un pour l'armistice de Parsdorf, l'autre pour celui d'Alexandrie ; Duroc ne put parvenir jusqu'à Vienne. Retenu à Alt-Oettingen, quartier-général de l'armée autrichienne, il y apprit que l'empereur avait refusé de ratifier les préliminaires.

Enfin, le comte de Saint-Julien fut désavoué sous le prétexte qu'il avait outrepassé ses pouvoirs, et exilé, pour la forme, dans ses terres. Le premier consul indigné, ordonna à Moreau et à Brune de rompre l'armistice, l'un en Allemagne, l'autre en Italie, où il venait de remplacer Masséna.

Toutefois, pour démontrer encore combien il désirait la paix, il chargea Otto, commissaire à Londres des prisonniers français, de négocier auprès du cabinet britannique un armistice naval.

L'Autriche, se joignant à cette négociation, consentit, dans le cas où elle serait acceptée, à remettre à Moreau les forteresses d'Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg. Cette dernière convention fut signée le 20 septembre à Hohenlinden. En même temps un congrès fut ouvert à Lunéville. Joseph Bonaparte y représentait la France ; le comte de Cobentzel négociait pour l'Autriche.

Mais l'armistice naval proposé à l'Angleterre laissait trop clairement apercevoir les intentions du premier consul. Si l'on accordait cette demande, le blocus des ports de la France par les escadres

anglaises allait être levé ; des renforts et des vivres pouvaient arriver en Egypte et à Malte.

Cette dernière place, bloquée depuis deux ans, offrait à l'Angleterre une proie trop belle pour qu'elle dût la laisser échapper. Cependant, sans se prononcer ouvertement, elle proposa pour l'armistice naval diverses modifications qui devinrent l'objet de longues discussions. De part et d'autre on cherchait à gagner du temps.

Les Etats-Unis d'Amérique, qui plus que toute autre puissance, avaient intérêt à protéger les droits des neutres, les avaient, par une incroyable maladresse, abandonnés dans la dernière guerre, et avaient honteusement subi la visite des croiseurs britanniques.

Le Directoire, justement irrité, avait déclaré que la France traiterait les neutres comme ils se laisseraient traiter par l'Angleterre ; il s'en était suivi un état de mécontentement mutuel qui menaçait de dégénérer en rupture ouverte.

Le premier consul désirait renouer des relations amicales qui étaient dans l'intérêt des deux états, et de son côté, l'Amérique était heureuse de profiter de l'occasion que lui offrait le changement du gouvernement français.

Trois plénipotentiaires américains arrivèrent à Paris. Bonaparte en nomma trois de son côté, leur recommandant surtout de faire reconnaître les vrais principes de la neutralité maritime. La négociation activement menée, réussit ; les Américains se hâtèrent de reconnaître des principes qu'ils n'auraient jamais dû abandonner, et l'Angleterre vit augmenter le nombre des puissances décidées à se soustraire à ses tyranniques exigences.

Des négociations non moins heureuses avec la cour de Rome et le cabinet de Madrid donnèrent de nouvelles forces au premier consul : en réponse aux ouvertures de Vienne, il déclara qu'il ne traiterait que séparément avec l'Autriche et l'Angleterre.

Le jour même où cette déclaration parvint à Lunéville, le général Clarke donnait une fête aux membres du congrès ; les plénipotentiaires français et autrichiens se croyaient délivrés de la guerre, et ce fut au milieu des joies et des chants en l'honneur de la paix, que l'on apprit la prochaine reprise des hostilités.

Ces actives dispositions touchant les affaires extérieures, n'empêchèrent pas le premier consul de poursuivre sans relâche les améliorations

intérieures, et d'accoutumer les esprits aux sentiments d'union qu'il voulait faire succéder aux orages des luttes civiles. Sa politique tendait à rapprocher les grandeurs du passé de celles du présent.

Au moment de la dévastation des tombes de Saint-Denis, la foule animée s'était arrêtée avec respect devant la dépouille de Turenne.

Ces vénérables restes, sauvés de la profanation, avaient été déposés au musée des Petits-Augustins.

Bonaparte forma le projet de les faire transporter en pompe sous le dôme des Invalides, et de rendre dans une même cérémonie un hommage éclatant au capitaine de Louis XIV et à deux généraux de la République.

Après la glorieuse victoire d'Héliopolis, Kléber avait succombé sous le fer d'un assassin, le même jour que Desaix tombait glorieusement au champ de Marengo.

Il avait été décidé qu'un monument en style égyptien destiné à recevoir les restes mortels des deux héros, serait élevé sur la place des Victoires. Le premier consul devait en poser la première pierre.

Il fut résolu que les deux cérémonies se feraient simultanément et avec le même éclat.

Les fêtes brillantes, les rapprochements de cœurs, les pompes éclatantes, après tant de jours d'orages, inspiraient la plus vive confiance dans un gouvernement qui en dix mois avait opéré tant de merveilles.

Ce qui cependant produisit peut-être le plus d'impression sur la masse du public, fut un fait tout matériel, mais qui avait, aux yeux de beaucoup, une signification bien plus importante que les améliorations morales introduites par le premier consul.

Un semestre de la dette publique était échu, et les rentiers étaient payés en numéraire ! Cela ne s'était jamais vu depuis le commencement de la révolution, et ce phénomène inattendu avait eu un effet prodigieux. Cette preuve d'habileté financière valut au premier consul plus d'admiration que ses plus belles victoires.

Le temps était venu de reprendre les hostilités contre l'opiniâtre cour de Vienne. Chaque puissance, de son côté, avait mis à profit le temps de l'armistice.

L'Autriche appelle aux armes toute la population au nom d'une guerre proclamée nationale, et le premier consul met en mouvement



toutes ses forces habilement disposées pour attaquer l'ennemi sur tous les points.

Sur la rive gauche du Danube, le général Sainte-Suzanne à la tête de dix-huit mille hommes, est opposé à Klenau, qui en commande vingt mille.

En Franconie, les levées mayençaises, soldées par l'Angleterre, marchent sous les ordres du baron Albini, renforcées par environ huit mille Autrichiens. Augereau les maintient à la tête de l'armée Gallo-Batave.

La grande armée autrichienne, opposée à celle de Moreau sur le Rhin, compte cent vingt mille hommes ; ils sont conduits par l'archiduc Jean, sous la tutelle du général Lauer. Dans le Tyrol le marquis de Chasteler oppose vingt mille hommes à Macdonald, qui n'en a guère que huit mille.

Le Mantouan et le Ferrarais sont occupés par quatre-vingt mille hommes dirigés par le comte de Bellegarde. En face de lui se tient le général Brune avec l'armée d'Italie. Enfin, un corps de dix mille hommes d'élite se rassemble à Amiens sous les ordres de Murat.

Telle était la position des forces lorsque l'armistice fut dénoncé le 9 novembre : le 25, Moreau commença ses opérations. Son armée était de beaucoup inférieure à celle de son adversaire.

Aussi l'archiduc Jean avait-il formé le projet d'envelopper l'armée française, en la forçant à livrer bataille dans la vaste plaine d'Anzing. Mais Moreau, par des manœuvres stratégiques heureusement combinées,

attira l'archiduc sur un terrain plus étroit situé entre l'Inn et l'Iser, au centre de la forêt de Hohenlinden, et secondé par le courage et l'habileté de ses généraux, parmi lesquels se distinguèrent surtout Ricchepanse et Ney, il remporta une victoire décisive. Huit mille Autrichiens furent tués, douze mille faits prisonniers ; on s'empara en outre d'un matériel immense. Trois cents voitures et quatre-vingt-sept pièces de canon tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

L'importance de cette journée ajouta considérablement à la réputation de Moreau. Ce général méritait en effet de grands éloges ; mais ces éloges furent encore exagérés par les mécontents qui cherchaient un rival à Bonaparte et croyaient l'avoir trouvé.

Profitant rapidement de sa victoire, il pousse les Autrichiens jusqu'à Saltzbourg, prend possession de cette place, ouvre aux Français la route des états héréditaires, livre plusieurs combats brillants où il reste vainqueur, traverse la Traün et s'empare enfin de Lintz, considérée comme la porte de Vienne.

En même temps, Augereau, à la tête l'armée Gallo-Batave, après plusieurs affaires glorieuses, s'avance en Bohême ; Macdonald, pénétrant dans la Valteline, fait passer une division au-delà de Mincio, et communique avec l'armée d'Italie.

La cour de Vienne, consternée, rappelle l'archiduc Charles, disgracié depuis la paix de Campo-Formio. Mais ce prince ne peut rétablir les affaires désespérées.

Avec des troupes affaiblies et découragées, il est trop heureux d'exécuter une retraite sans désastres.

Un nouvel armistice fut sollicité par la cour de Vienne aux abois. Moreau ne l'accorda que sous la condition expresse que l'Autriche séparerait ses intérêts de ceux de l'Angleterre. Il fut signé le 23 décembre.

Pendant que ces éclatants succès ajoutaient un nouveau lustre au gouvernement consulaire, les ennemis intérieurs travaillaient dans l'ombre à frapper l'homme qui était un obstacle à leurs coupables desseins.

Un conspirateur obscur, nommé Démerville, réunissait chez lui quelques mécontents sans importance, le sujet principal de leurs déclamations était la tyrannie du nouveau César et l'éloge de Brutus.

Il ne paraît pas toutefois démontré qu'ils eussent arrêté un plan

d'assassinat, et que les actions dussent suivre les paroles ; mais ils en parlaient beaucoup.

Au milieu d'eux était admis un nommé Harel, capitaine à la suite de la 45^e demi-brigade. Il dénonça ces réunions à la police, et fut autorisé à continuer ses relations avec les mécontents.

Ainsi qu'il arrive toujours en pareille circonstance, le représentant secret de la police se montra plus exalté que les autres, et sous prétexte de savoir jusqu'où ils iraient, les poussait plus loin peut-être qu'ils ne voulaient aller. Aussi, ses révélations prirent-elles bientôt un caractère plus grave.

Selon lui, les conjurés avaient résolu d'assassiner le premier consul à l'Opéra, le 18 vendémiaire, jour de la première représentation des *Horaces*. Le sculpteur Cerracchi et Diana, tous deux réfugiés romains, étaient désignés comme devant porter les coups de mort. Aréna, ex-député au conseil des Cinq-Cents, Topino-Lebrun, peintre, élève de David, les nommés Daiteg, Lavigne et la femme Fumey, formaient le reste des conjurés.

Cependant, Bonaparte se rendit à l'Opéra, sans que rien parût annoncer les révélations faites. Seulement Lannes, commandant de la garde consulaire, avait fait doubler l'escorte. Mais la police prenait ses mesures. Dans la salle de l'Opéra, Diana et Cerracchi furent arrêtés. Il est vrai de dire qu'ils étaient sans armes, et qu'on ne découvrit dans la salle aucun des autres conjurés ; ils furent saisis chez eux.

Interrogés à la préfecture de police, Démerville et Cerracchi avouèrent le complot et en signalèrent Aréna comme le chef. Mais ils se rétractèrent bientôt après.

Un complot avorté ajoute tellement à la force du gouvernement contre lequel il est dirigé, qu'on serait toujours tenté de croire que d'officieux amis prennent soin ou de le grossir ou même de le forger.

Ce qui est certain, c'est que Fouché était bien capable de ces odieux procédés, ne fût-ce que pour ajouter à l'importance de ses fonctions, et se faire juger un homme nécessaire.

Les preuves obtenues contre les hommes obscurs qu'on venait d'arrêter étaient si peu concluantes, l'intervention active de la police y était si manifeste, que le doute était bien permis.

Cependant le ministre de la police, dans son rapport, grossissait

les proportions du complot, supposant que les hommes arrêtés n'étaient que des instruments, obéissant à une impulsion plus élevée et guidés par une main puissante qui se cachait.

Sur sa proposition, le premier consul renvoya l'affaire au ministre de la justice, pour faire exécuter les lois de la République. Quant à lui, il ne s'exagérait pas l'importance de ces ténébreuses machinations. Mais il demeurait convaincu que c'était parmi les restes des Jacobins que se trouvaient ses ennemis le plus acharnés. Un nouveau fait vint le confirmer dans cette persuasion.

Un nommé Chevalier, ancien employé du comité de salut public, conçut l'idée d'une machine dite *infernale*, destinée à faire périr le premier consul. Il en fit l'essai avec plusieurs affidés, le 25 vendémiaire, dans un jardin derrière la Salpêtrière.

La police informée, arrêta Chevalier, et saisit chez lui ce qu'on appelait une machine. C'était un baril à poudre ordinaire, cerclé de fer aux deux extrémités, et garni à l'extérieur de clous à grosses têtes. Il contenait huit livres de poudre et deux livres de scories de fourneaux.

Douze individus furent arrêtés comme complices de Chevalier : ils appartenaient tous à cette faction d'opiniâtres anarchistes qui voulait faire revivre le règne des clubs.

Le premier consul s'irritait de voir ses jours menacés par d'obscurs assassins. Il ne cessait de déclamer contre les septembriseurs, et avait même de leur puissance une idée bien plus haute qu'ils ne le méritaient. Il lui arriva de dire à cette époque :

— Avec une compagnie de grenadiers, je mettrais en fuite tout le faubourg Saint-Germain ; les Jacobins sont des gens déterminés qu'il n'est pas aussi facile de faire reculer.

Telles étaient à l'égard des partis les dispositions de son esprit lorsqu'un abominable attentat vint répandre dans la capitale l'épouvante et l'indignation.

Le 3 nivôse (24 décembre.) on exécutait à l'Opéra un *oratorio* d'Haydn. Sollicité par Joséphine, Bonaparte avait consenti à s'y rendre. Cependant à l'heure de la représentation, il ne se sentait nullement disposé à partir.

Accablé par les veilles et les travaux, il sommeillait sur un canapé et il fallut l'éveiller à plusieurs reprises : l'un lui apportait son cha-

peau, l'autre son épée : on le fit monter, les yeux à peine ouverts, dans la voiture, où aussitôt il se rendormit profondément.

Un songe lui rappelait les dangers qu'il avait courus au passage du Tagliamento, lorsque tout à coup une détonation immense le réveilla ; des débris enflammés volèrent dans les airs, et la rue fut couverte de morts et de blessés. Voici ce qui s'était passé :

Au milieu de la rue Saint-Nicaise, la voiture du premier consul rencontra une petite charrette et quelques hommes. Un grenadier de l'escorte, les prenant pour des porteurs d'eau, les écarta à coups de plat de sabre.

Le cocher, un peu ivre, dit-on, poussait les chevaux avec une vitesse extraordinaire ; il évita la charrette, et l'avait dépassée de deux secondes, lorsque l'explosion se fit entre la voiture du premier consul et celle de Joséphine qui suivait immédiatement.

La machine meurtrière consistait en un baril de poudre, placé sur une charrette à laquelle on l'avait fortement attaché, et chargé de balles tellement disposées, que l'explosion devait les lancer en tous sens. Heureusement la victime désignée échappa ; mais vingt personnes furent tuées et cinquante-trois blessées.

Parmi les blessés, était, comme on le sut depuis, un des auteurs du complot, qui avait mis le feu à la mèche. La détonation s'était fait entendre à plusieurs lieues de Paris.

Au premier instant, Berthier et Lannes qui étaient dans la voiture du premier consul, voulaient qu'on n'allât pas plus loin ; mais Bonaparte conservant tout son sang-froid, comprit combien qu'il était important de se montrer à l'Opéra : on y arriva sans autre incident.

Déjà la nouvelle de l'attentat circulait dans la salle. Lorsque le premier consul parut, tous les regards se portèrent sur lui.

Toutes les figures exprimaient un intérêt profond, plusieurs un enthousiasme mal comprimé ; sur d'autres se lisait l'effroi ou l'indignation. Pour lui, il se montrait plein de calme, lorgnant les spectateurs et rassurant Joséphine. Le spectacle se poursuivit au milieu des préoccupations d'un public agité.

Mais le premier consul ne s'était maintenu calme et réservé que pour le public ; de retour aux Tuileries, il laissa éclater tous ses ressentiments. Fouché surtout fut apostrophé avec véhémence, non-seulement parce que, comme ministre de la police, il se trouvait en

défaut ; mais aussi parce qu'il hasarda de dire que l'attentat ne venait pas des Jacobins.

Il avait de bonnes raisons pour l'affirmer ; car ses agents se trouvaient mêlés à tous les complots des républicains exaltés, et comme il n'avait rien su, il comprenait que la tentative ne venait pas de ce côté.

Mais Bonaparte jugeait du présent par le passé, et à peine échappé aux poigards de Cerracchi et d'Arena, du moins on le lui faisait croire, il était convaincu que les coups nouveaux étaient dirigés par les mêmes passions. Aussi sa colère redoubla-t-elle aux dénégations de Fouché.

— C'est l'œuvre des Jacobins, s'écriait-il ; ce sont les Jacobins qui ont voulu m'assassiner !... Il n'y a là-dedans ni nobles, ni prêtres, ni chouans !... Je sais à quoi m'en tenir, et l'on ne me fera pas prendre le change. Ce sont des septembriseurs, des scélérats couverts de boue, qui sont en conspiration permanente, en révolte ouverte ; en bataillon carré contre tous les gouvernements qui se sont succédé. Ce sont les instruments de septembre, les assassins de Versailles, les brigands du 31 mai, les conspirateurs de prairial, les auteurs de tous les crimes commis contre les gouvernements. Si l'on ne peut les enchaîner, il faut qu'on les écrase ; il faut purger la France de cette lie dégoûtante ; il faut absolument trouver un moyen d'en faire promptement justice.

Ces paroles étaient dites au milieu d'une foule de fonctionnaires accourus autour du premier consul. Sa figure animée, son geste expressif, sa voix éclatante faisaient taire toute contradiction. Déjà l'on s'accoutumait à plier devant les regards du maître.

Fouché, seul, accusé presque personnellement, demeurait impassible, et opposait une attitude froide et patiente aux emportements du premier consul. On le crut à jamais disgracié, et toutes les voix des assistants s'élevaient contre lui. Cependant il persistait dans ses assertions, avouant son incertitude quant aux auteurs de l'attentat, mais soutenant toujours que les Jacobins y étaient étrangers.

Bonaparte, de son côté, se montrait non moins opiniâtre dans son opinion, et, soit par conviction sincère, soit par flatterie, la plupart de ceux qui l'entouraient, l'encourageaient dans sa croyance. Les ennemis personnels de Fouché profitaient de ces dissentiments pour l'accabler. Parmi les plus acharnés était Rœderer : les sections de

législation et de l'intérieur étant réunies, il s'écria en pleine assemblée :

— Je me déclare officiellement l'ennemi de Fouché. Ce sont ses liaisons avec les terroristes, les ménagements qu'il a toujours eus pour eux, et les places qu'il leur a données, qui les ont encouragés à commettre cet attentat.

Attaqué de tous les côtés, voyant le premier consul se prononcer énergiquement, et tous les corps de l'état venir l'un après l'autre accuser les Jacobins, Fouché manqua de cœur.

Il s'était jusque-là montré plein de prudence et de réserve ; puis tout à coup sacrifiant ses convictions à sa position ministérielle, il se fit le dénonciateur officiel de ceux dont il venait de proclamer l'innocence. Dans un rapport adressé au premier consul, il accusait hautement les Jacobins, et proposait de frapper arbitrairement.

« C'est par eux, disait-il, que la convention nationale a été attaquée à main armée jusque dans le sanctuaire des lois de la nation ; ce sont eux qui ont voulu faire tant de fois, de tous les comités de gouvernement, les complices ou les victimes de leur rage sanguinaire ; ce sont eux qui ont voulu faire tourner contre le Directoire exécutif et contre la ville de Paris les troupes destinées à les garder. Ils ne sont pas, les ennemis de tel gouvernement, mais de toute espèce de gouvernement.

« Tout ce qu'ils ont tenté depuis un an n'avait pour but que des assassinats, soit sur le chemin de la maison de campagne du premier consul, soit à l'Opéra, soit dans les rues, soit même en s'introduisant par des souterrains dans l'intérieur des Tuileries.

« C'est une guerre atroce, qui ne peut être terminée que par une mesure de haute police extraordinaire.

« Parmi les hommes que la police vient de signaler, tous n'ont pas été pris le poignard à la main, mais tous sont également connus pour être capables de l'aiguiser et de le prendre. Il ne s'agit pas seulement de punir le passé, mais de garantir l'ordre social, »

Un sénatus-consulte du 14 nivôse prononça la déportation de cent trente suspect, et le gouvernement présenta une loi qui établissait des tribunaux criminels spéciaux partout où cela serait jugé nécessaire, et donnait aux consuls la faculté d'éloigner, sans jugement, les personnes suspectes.

Chevalier et ses complices, traduits devant une commission mi-



Kléber

litaire, furent exécutés. Aréna, Cerracchi et leurs co-accusés, furent renvoyés devant le jury. Les preuves contre eux étaient bien légères, mais l'opinion publique penchait vers la sévérité. Démerville, Cerracchi, Aréna et Topino Lebrun furent condamnés à mort ; Diana, Daiteg, Lavigne et la femme Fumey furent acquittés.

Il y avait sans doute quelque chose de triste dans ces orages intérieurs ; mais au-dehors tout était grandeur et gloire.

L'armée d'Italie, sous la conduite de Brune, avait dignement secondé les opérations de l'armée d'Allemagne. Le Mincio fut traversé sur plusieurs points en présence des Autrichiens, qui tentèrent vainement de disputer le passage : de glorieux combats à Pozzuolo, à Velaggio, à Salionzo, causèrent à l'ennemi des pertes considérables.

Les mêmes succès signalèrent les passages de l'Adige, de la Brenta et de la Piave. En même temps, Macdonald, gravissant les glaciers du Tyrol, arrivait auprès de Trente et se mettait en communication avec Moncey ; Murat, à la tête de douze mille hommes, s'avancait vers le Pô, tandis que Brune entra à Trévise.

Des plénipotentiaires autrichiens s'y présentèrent. Un armistice

NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

5^e EDITION



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS